

Nos envoyés spéciaux à Tunis

Où en est l'Union Générale des Travailleurs Algériens ?

(Interview de M. DEKKAR, secrétaire de l'U.G.T.A.)



(Archives)

Préparer la reconversion du combattant
d'aujourd'hui

Du 12 au 20 août 1961 s'est tenu à Tunis un séminaire organisé par l'Union Générale des Travailleurs Algériens sur la réforme agraire en Algérie. Ce séminaire, le huitième organisé par l'U.G.T.A., s'inscrit dans un plan général de formation qui reflète ses préoccupations actuelles. Devant des soldats de l'A. L.N., des moniteurs agricoles, de jeunes syndicalistes, des étudiants, furent analysées les données fondamentales de l'économie algérienne, les tentatives du Plan de Constantine, les expériences chinoise et cubaine, et dégagées les perspectives du syndicat.

A l'issue de ce stage, il nous a paru intéressant de demander à Dekkar, Secrétaire de l'U.G.T.A., de bien vouloir faire le point de l'action menée par l'U.G.T.A.

P EUX-TU, tout d'abord, préciser les conditions dans lesquelles s'est créée l'U.G.T.A. ?

— Je pense qu'il faut, en premier lieu, situer la rupture du mouvement ouvrier algérien avec le syndicalisme français qui régnait depuis 1930 sur les prolétaires algériens : les idées naissaient à Paris et, pour ce syndicalisme d'orientation plus française qu'algérienne, la masse ouvrière algérienne était une appréciable masse de manœuvre.

Toutes les centrales ouvrières françaises étaient représentées par des sections en Algérie, comme dans les Bouches-du-Rhône ou dans le Nord. Leurs options politiques convergeaient toutes sur ce point : l'Algérie devait rester dans le cadre français. C'était, en quelque sorte, un colonialisme syndical.

Un "colonialisme syndical"

De plus, pour ces centrales, le syndicalisme en Algérie, comme en France, était un syndicalisme de revendications. Pour nous, Algériens, au contraire, il fallait d'abord acquérir notre personnalité nationale autant que syndicale. D'autre part, il était nécessaire d'agir sur le pouvoir politique pour faire sauter la charnière colonialiste, seule manière de satisfaire les revendications économiques des travailleurs algériens.

Il n'y avait pas de reconversion possible :

pour la C.F.T.C., le bonheur des travailleurs algériens passait nécessairement par la France ; pour la C.G.T., il s'agissait de faire en France la Révolution pour faire ensuite accéder les Algériens au bonheur et à la prospérité.

Devant des conceptions aussi opposées, une seule voie nous restait ouverte : construire un syndicalisme algérien conforme aux aspirations de notre peuple travailleur. Car, s'il peut exister des relations de fraternité entre les travailleurs français et algériens, il est possible aussi que naissent des rivalités d'ordre économique.

On ne peut les supprimer qu'en discutant.

C'est dans ces conditions qu'est née l'U.G.T.A., en février 1956.

Mais, avant de quitter ce point, je voudrais souligner un côté positif du syndicalisme français : par ses écoles de formation, il nous a donné des cadres et il a assuré en Algérie la naissance d'une tradition de luttes ouvrières.

— Comment l'U.G.T.A., s'est-elle incorporée à la lutte du peuple algérien ?

En février 1956, la guerre durait déjà depuis plus d'un an en Algérie, et le syndicalisme classique et légal ne pouvait avoir aucune chance d'action ; l'U.G.T.A. a donc orienté ses efforts dans le sens du triomphe de la lutte politique et militaire du F.L.N. et de l'A.L.N. Cette action de l'U.G.T.A. devait souligner la part immense prise par la classe ouvrière et les paysans pauvres dans la lutte de libération. Cet engagement des masses était la meilleure expérience qui puisse garantir le succès futur.

Aujourd'hui, l'U.G.T.A. constitue l'un des piliers les plus solides et les plus actifs de toute la Révolution Algérienne. Par ses secteurs d'activité multiples (tant sur le sol de la patrie qu'à l'extérieur), les syndicalistes algériens œuvrent de façon concrète afin de poser les meilleurs jalons vers l'Algérie telle que nous l'envisageons, c'est-à-dire débarrassée de tout système d'exploitation, et nantie d'institutions démocratiques dans tous les domaines et à

tous les échelons.

Ainsi donc, à la différence des mouvements syndicaux d'autres pays — européens notamment —, l'U.G.T.A. se trouve avoir une vocation particulière car elle est constituée par des travailleurs qui ont mené la lutte anticolonialiste et anticapitaliste la plus longue qu'ait connue le continent africain.

— La composition sociale de l'U.G.T.A., le fait qu'elle s'adresse non seulement aux ouvriers des villes mais aussi au sous-prolétariat agricole, n'ont-ils pas également déterminé la vocation particulière du syndicalisme algérien ?

— En effet, l'U.G.T.A. a élargi son action au-delà du noyau de prolétariat industriel qui existe dans notre pays, pour organiser et diriger le combat des paysans pauvres et des ouvriers agricoles.

La socialisation de toute l'infrastructure du pays

En l'absence des structures classiques qu'on trouve dans certaines données doctrinales, fondées sur la division des classes sociales, notre syndicalisme joue un rôle considérable dans la mesure où il incarne à la fois l'organisation de masse et l'organisation d'avant-garde, et où il traduit les aspirations les plus profondes des masses travailleuses.

Pour atteindre ses buts, l'U.G.T.A. prépare avec autant de sérieux que d'intensité les programmes d'organisation et les plans d'avenir qui doivent couronner la fin de notre lutte. Il est certain que cette préparation de l'avenir nécessite de notre part une prise de position sur des problèmes comme la réforme agraire, l'indépendance économique, la planification... etc., -bref l'adoption d'idées-forces sur la socialisation de toute l'infrastructure du pays.

— Ces options situent le syndicalisme algérien dans tout un contexte international...

— Effectivement, nous avons eu à faire

un choix idéologique : il est incontestable que notre combat est anti-impérialiste. Nous luttons contre l'impérialisme mondial, sans toutefois importer des formules préfabriquées pour les implanter directement en Algérie.

La Commune et la Révolution d'Octobre

Nous nous inspirons de toutes les expériences du mouvement ouvrier dans le monde, depuis la Commune de Paris et la Révolution d'Octobre jusqu'à la Révolution Cubaine. Mais notre meilleur réservoir de valeurs reste les années de lutte des travailleurs et du peuple algériens. Nous ne voulons « singer » personne, mais nous ne rejetons a priori aucune idée qui va dans le sens de la démocratie et de la justice sociale.

Nous affirmons la vocation panafricaine du syndicalisme algérien, qui se situe ainsi de plus en plus sur le chemin d'un syndicalisme non-engagé. Notre cause rejoint celle des pays frères dits sous-développés. Certes, nous aurions souhaité de tout cœur l'unité syndicale, internationale ; mais, devant l'impossibilité actuelle d'y parvenir, nous considérons que le chemin le plus court pour nous unir aux travailleurs du monde entier est de constituer une force en dehors de la guerre froide.

— *L'U.G.T.A. fait donc un travail de formation et de recherche ?*

— Oui, travail de formation et de recherche, en effet. Car, sur le plan de la formation, nos idées ne peuvent être concrétisées que lorsqu'elles sont comprises et prises en charge par les masses laborieuses algériennes grâce à la pénétration en leur sein des cadres capables et compétents.

Des écoles permanentes de formation syndicale et politique

La formation politique, économique et idéologique de nos cadres se poursuit depuis la naissance de l'U.G.T.A. La

répression n'a jamais pu arrêter cet effort de formation ; dans les maquis et les camps de regroupement français existent de véritables écoles de cadres de l'U.G.T.A. Ces efforts, se doublent, à un niveau plus élevé, d'un effort particulier pour assurer, à l'étranger, la formation de cadres moyens et supérieurs.

Par exemple, la principale tâche des camarades résidant en France est de former des travailleurs pour les responsabilités futures, soit de façon indépendante, soit en coopération avec des syndicats français.

En Tunisie et au Maroc, d'autre part, l'U.G.T.A. a mis sur pied des écoles permanentes de formation syndicale qui étudient tous les problèmes qui sont ceux de l'avenir de l'Algérie.

Les pays socialistes et africains, ainsi que plusieurs organisations syndicales des pays capitalistes, ont fourni un effort très important pour nous aider dans cette tâche.

Ainsi des syndicalistes sont d'ores et déjà prêts à prendre en charge la gestion des institutions algériennes et de son économie, depuis le secrétaire du syndicat jusqu'au planificateur.

Au sein de l'A.L.N. et dans le F.L.N. existent des écoles de formation de cadres politiques, auxquelles participe activement l'U.G.T.A. par ses conférences, séminaires... etc, — ce qui permet une coordination des idées et la suppression de tout cloisonnement entre les organismes de la Révolution Algérienne. Au dernier séminaire de l'U.G.T.A. se trouvaient ainsi côte-à-côte le djoundi de l'A.L.N., le militant ouvrier et l'étudiant.

De l'indépendance

à la révolution...

Ainsi donc, le travail de formation et de recherche va sans cesse de pair avec un effort de concrétisation de nos idées qui permet de maintenir nos projets et nos orientations en contact avec la base.

— *Autrement dit, vous préparez la reconversion du combattant d'aujourd'hui.*

— Oui. La place de chacun dans le combat est une nécessité de la guerre, le soldat de l'A.L.N. est désigné pour cette tâche, mais il ne doit pas oublier qu'il est le travailleur d'hier et que demain il échangera le fusil contre la clé à molette.

Nous sommes au deuxième stade de la lutte : il faut préparer l'étape qui va de l'indépendance à la révolution. On ne peut payer les sacrifices consentis par notre peuple d'une simple libération politique. L'effort de formation doit aider au cheminement de ces conceptions et tendre au renouvellement total de la société algérienne : sortir les masses rurales de l'enfer où elles ont vécu.

La Révolution Algérienne a bousculé énormément de traditions, radicalement transformé le rôle de la femme. Maintenant, les jeunes Algériens ne sont plus prisonniers de préjugés qui règnent encore ailleurs.

En un mot, il s'agit de supprimer toutes les structures héritées du pacte colonial.



(Archives)

*De jeunes syndicalistes, des étudiants, des moniteurs agricoles, des soldats de l'A.L.N.
Supprimer tout cloisonnement entre les organismes de la Révolution Algérienne.*

Tribune Socialiste n° 71

14 octobre 1961

Page 5